

# Vers une nouvelle perception de la nourriture

## Partage international n° 309 - Mai 2014

Interview de José Luis Vivero Pol par Niels Bos

*A quoi ressemblerait le monde si la nourriture était considérée comme un bien commun et non pas seulement un produit comme un autre ? Cette question est au coeur de l'oeuvre de José Luis Vivero Pol. Actuellement chercheur postdoctoral à l'Université catholique de Louvain, en Belgique, il s'est engagé pendant 14 ans dans la lutte contre la faim et pour le droit à la sécurité alimentaire en Amérique latine, en Afrique et dans le Caucase. Il milite pour une transition vers un nouveau système alimentaire qui soit non seulement plus durable mais aussi plus équitable pour les millions de personnes qui ont encore faim dans un monde d'abondance. Niels Bos a interviewé José Luis Vivero Pol pour Partage international.*

**Partage international :** *Vous suggérez que l'on repense notre rapport à la nourriture pour ne plus la considérer simplement comme un produit de consommation. Quelle est l'alternative ?*

**José Luis Vivero Pol :** Aujourd'hui, le système qui permet d'alimenter la majeure partie de la population mondiale est de type industriel et commercial. La nourriture est un produit comme un autre, dont la valeur est déterminée par son prix sur le marché. Et plus le prix est bas, plus on est contents. C'est la raison pour laquelle le système cherche toujours désespérément à améliorer la productivité pour faire baisser les prix. On mécanise, on augmente les surfaces de production, on pratique l'agriculture intensive... Mais cette obsession du prix nous cache malheureusement les facteurs humains liés à la production et à la consommation de nourriture. L'objectif n'est pas simplement de produire une nourriture bon marché mais de créer un système alimentaire plus équitable et plus durable, écologiquement et socialement. Et ce ne sera pas possible si on se limite à des considérations économiques.

Les aliments, comme l'air que l'on respire et l'eau que l'on boit, sont les trois ressources naturelles essentielles à la vie. L'air est encore considéré comme un bien public. On ne paye pas encore pour respirer. Mais je suis sûr que d'ici 50 ans, il y aura une taxe pour respirer de l'air pur ou au moins pour

nettoyer l'air pollué.

Le cas de l'eau est intéressant. Elle a longtemps été considérée comme un bien commun. Habituellement, nous ne payons que pour la purification et le transport de l'eau, mais pas pour la ressource elle-même. Pourtant, de grandes entreprises comme Nestlé et d'autres essaient de privatiser les ressources en eau. Pourquoi ? Parce que tout le monde a besoin d'eau et qu'il y a là une formidable source de profits. En privatisant la ressource, chacun devra payer pour sa consommation d'eau. Et puis il y a la nourriture, troisième ressource naturelle essentielle. Notre relation à la nourriture a évolué depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, au début de la révolution industrielle en Angleterre. Considérée initialement comme un bien commun en Europe et en Amérique, la production et la vente de nourriture ont été progressivement contrôlées par des réglementations toujours plus lourdes. Aujourd'hui, sans autorisation des administrations compétentes, vous ne pouvez plus ni pêcher ni cultiver ni vendre quelque aliment que ce soit.

On peut faire un parallèle intéressant avec les systèmes de sécurité sociale ou d'éducation en vigueur en Europe. Dans tous ces pays, l'État garantit à tout citoyen le droit à l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Pourquoi ne pas mettre en place un système similaire pour la nourriture ?

**PI.** *Actuellement, la production et la distribution de nourriture répondent aux règles de l'économie de marché. Est-ce que ça peut permettre de nourrir les millions de gens qui ont encore faim ?*

**JP.** La faim règne encore dans un monde d'abondance parce que nous nous soumettons à la règle « pas d'argent, pas de nourriture ». Globalement, il est de plus en plus évident que le système alimentaire actuel, de type industriel, ne peut atteindre l'objectif fondamental qui consiste à produire des aliments d'une manière écologique et durable, afin de nourrir les gens convenablement et d'enrayer la faim. On produit des aliments bon marché mais de pauvre qualité nutritionnelle. Notre seule obsession est le prix, et nous en oublions la santé. De plus, on gaspille globalement un tiers de la nourriture produite ; comme c'est pas cher, on considère qu'on peut jeter. Vous savez, personne ne jette de l'or ou de l'argent ; même lorsqu'on polit une bague en or, on récupère la moindre poussière, parce que l'or est cher. Nous jetons la nourriture parce que nous ne comprenons pas la valeur des ressources naturelles utilisées pour la produire.

Le premier défaut de notre système alimentaire industriel est qu'il considère la nourriture comme un produit de consommation, une marchandise comme une autre. Et les sociétés du secteur agro-alimentaire n'ont qu'un objectif, gagner de l'argent. La faim dans le monde n'est pas leur problème. C'est une question politique que nos gouvernants doivent prendre à bras-le-corps et résoudre démocratiquement avec la coopération de tous les citoyens.

**PI.** *Vous semblez appeler de vos vœux un système alimentaire basé sur la coopération internationale. Un tel système est-il concevable ?*

**JP.** Bien évidemment, pour qu'un tel système soit possible, il faudra changer beaucoup de choses. Il faudra des années pour que les idées que je défends soient acceptées et mises en pratique. Il a fallu des décennies pour arriver au système actuel, et il est tellement verrouillé que la transition sera difficile. Car ses mécanismes sont à la fois économiques, juridiques, politiques, comportementaux, sensoriels, et tous ces facteurs se renforcent mutuellement. Bien sûr, il y a des choses qui pourraient nous aider dans cette transition. Il faudrait par exemple empêcher légalement les partenariats public-privé (PPP) d'interférer avec les décisions politiques et les processus législatifs, en particulier dans le secteur alimentaire. Tout simplement parce que ces PPP sont des espaces de lobbying au service du secteur privé pour optimiser ses profits. Encore une fois, la sécurité alimentaire et la santé des citoyens ne les concernent pas.

Ensuite, il faut interdire les brevets sur les organismes vivants. On peut breveter des ordinateurs, des téléphones, des voitures, et d'autres technologies créées par l'homme, mais on ne peut pas breveter des organismes vivants tels que les semences, les bactéries ou les codes génétiques. C'est une question éthique fondamentale qui est à la base de notre nouvelle économie morale.

Enfin, la spéculation alimentaire devrait être interdite. Je travaille sur un article qui analyse les parallèles entre l'abolition de l'esclavage et la marchandisation de la nourriture. Pendant des milliers d'années les êtres humains ont été considérés comme un bien meuble, objet d'un commerce traditionnel. Depuis les temps les plus reculés il y a eu des esclaves sur la Terre. Mais après la Révolution française et au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre et aux États-Unis, les intellectuels et les politiciens ont commencé à réaliser que l'esclavage était inacceptable ; ils ont imaginé une nouvelle société éclairée fondée sur de nouveaux paradigmes éthiques et moraux prenant en compte les droits fondamentaux de l'être humain. Pourtant, l'esclavage était un secteur économique rentable et il avait des racines culturelles et historiques profondes partout

dans le monde, mais il reposait sur une éthique monstrueuse. Les êtres humains sont égaux et libres, et l'esclavage a dû être aboli.

Si nous voulons parvenir à la sécurité alimentaire dans un monde plus juste et plus durable, nous devons opérer un changement de mentalité similaire dans le secteur de la production alimentaire. D'abord, interdire la spéculation. Que les banques et les fonds d'investissement fassent de l'argent, passe, mais pas avec les denrées alimentaires. On peut acheter, vendre, échanger des aliments, mais pas spéculer sur leur prix. Il faudrait enfin sortir les denrées alimentaires du cadre de compétence de l'Organisation mondiale du commerce, car la nourriture n'est pas un produit comme un autre, en raison de son importance vitale pour les êtres humains. Idéalement, il faudra élaborer un nouveau traité international sur la production et le commerce des aliments, et ce traité devra s'imposer à tous les pays sans exception.

**PI.** *Et au niveau local, comment ce nouveau système fonctionnerait-il ? Avec quels partenaires ?*

**JP.** Un changement de mentalité va devoir se produire, autant parmi les citoyens que chez les décideurs politiques. La production alimentaire, la distribution et l'accès aux aliments devront être organisés en trouvant un équilibre entre trois forces : l'État, dont l'objectif principal est de maximiser le bien-être des citoyens ; le marché, dont l'objectif principal est la maximisation du profit ; et les organisations citoyennes au sein desquelles les gens pourraient aussi décider de produire, échanger et consommer des aliments en dehors de la logique du marché.

**PI.** *Est-ce ce à quoi nous assistons aujourd'hui ?*

**JP.** Exactement. On observe partout des exemples formidables de communautés qui prennent en main leur approvisionnement collectif en nourriture comme aux États-Unis, en Australie, au Royaume Uni, en Espagne, en Belgique et en France. Des jardins citoyens, des groupes d'échange, des potagers à accès libre, des circuits courts de producteur à consommateur...

L'Equateur est un autre cas très intéressant, même s'il est un peu particulier puisqu'il s'agit d'une transition organisée entièrement par l'État. Le gouvernement du président Correa veut changer l'ensemble du système économique pour passer d'une économie capitaliste fondée sur des ressources finies vers une économie fondée sur le libre accès à la connaissance orientée vers le bien commun. Je fais partie d'un groupe de conseillers qui proposent des idées au gouvernement sur la façon dont cette transition pourrait avoir lieu. Je fais pour ma part des propositions pour que le système alimentaire puisse

nourrir convenablement chaque équatorien d'une façon durable. Une de ces propositions consiste en la mise en place d'une couverture alimentaire universelle. Par exemple, l'État pourrait garantir à chaque citoyen son approvisionnement en tortillas, en pain, maïs ou quinoa. Bien sûr, ces aliments ne suffisent pas mais il s'agit là d'une première étape qui montrerait la bonne volonté du gouvernement et son désir d'aller plus loin.

Je veux préciser qu'il n'y a là rien de nouveau. Pendant des milliers d'années les êtres humains se sont organisés pour assurer collectivement leur approvisionnement alimentaire. On le voit très bien encore en Afrique et en Asie. La terre est une propriété collective, et le travail et son produit sont partagés. On voit donc que ces idées ne sont pas des utopies ou des vœux pieux. Partout, les gens se mobilisent pour agir collectivement dans le sens d'un approvisionnement alimentaire universel. Pour ma part, j'essaie juste de participer à ce

mouvement global de transition. Je transmets un message afin que les gens réfléchissent au sens qu'ils donnent à la nourriture. La nourriture est beaucoup plus qu'une marchandise. C'est un droit universel, une question culturelle fondamentale et, bien sûr, un bien commun de l'humanité.

Pour plus de renseignements : *Why food should be a commons not a commodity* et les sites Internet : ourworld.unu.edu ; papers.ssrn.com ; floksociety.org ; iss.nl.

**Auteur** : Niels Bos, collaborateur de Share International basé à Amsterdam (Pays-Bas).

**Thématiques** : [Société](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Entretien](#) ()